

## Communiqué de presse

Berne, le 21 août 2022

### **Initiative sur le nucléaire : une nébuleuse nocive du lobby nucléaire**

**Berne. Avec l'initiative sur le nucléaire lancée aujourd'hui, le lobby nucléaire veut, sous le couvert de la sécurité d'approvisionnement, aider de nouvelles centrales nucléaires à percer. Le faux débat sur les nouvelles centrales nucléaires torpille la stratégie énergétique 2050, soutenue par les Suisses, et détourne l'attention des véritables défis.**

Avec la Stratégie énergétique 2050, le peuple suisse a posé, il y a environ cinq ans, la première pierre d'un approvisionnement énergétique renouvelable, efficace et sûr. Alors que des progrès ont été réalisés en matière d'efficacité énergétique - malgré la croissance démographique et économique -, la volonté populaire n'a pas été suffisamment mise en œuvre en ce qui concerne le développement des énergies renouvelables, pourtant indispensable. "Les défis actuels liés à la sécurité de l'approvisionnement énergétique - qui sont encore aggravés de manière dramatique par la guerre en Ukraine - confirment la voie choisie avec la Stratégie énergétique 2050 et démontrent sans ménagement à quel point la dépendance énergétique actuelle de la Suisse est dangereuse", déclare Stefan Batzli, directeur de l'association faîtière économique aeesuisse. « Les procédures d'autorisation en plusieurs étapes actuellement en vigueur pour les projets énergétiques sont d'une complexité disproportionnée – notamment au vu des défis actuels », explique Stefan Batzli, directeur de l'association faîtière de l'économie aeesuisse.

La politique a, dans sa grande majorité, reconnu les défis à relever et, après de longues hésitations, est enfin en train d'améliorer les conditions-cadres dans le sens d'un développement urgent et nécessaire des énergies renouvelables. Avec l'initiative sur le nucléaire déposée aujourd'hui, le lobby nucléaire tente de torpiller ces efforts. Il convient de rappeler qu'aujourd'hui, des centrales électriques renouvelables sont raccordées chaque jour au réseau électrique et fournissent des kilowattheures d'énergie concrets. Cette énergie nouvelle et supplémentaire produite chaque jour préserve nos réserves de stockage pour l'hiver. Les énergies renouvelables apportent ainsi une contribution concrète à la sécurité d'approvisionnement. Il en va tout autrement de la demande de nouvelles centrales nucléaires, qui n'est rien de plus qu'un rideau de fumée inutile et qui complique et sape les efforts politiques visant à trouver de véritables solutions.

#### **Économiquement inintéressant et incertain**

En Suisse, aucune entreprise n'est prête à investir dans la technologie nucléaire, bien au contraire : BKW a mis hors service sa centrale nucléaire existante de Mühleberg fin 2019 pour des raisons économiques. De plus, il n'existe aucun nouveau type de réacteur pouvant être construit dans un délai utile et pouvant ainsi contribuer à relever les défis actuels. Sans parler des risques pour la sécurité et du stockage des déchets nucléaires, qui ne sont toujours pas résolus.

#### **Les centrales nucléaires cimentent la dépendance à l'étranger**

Les combustibles nucléaires utilisés en Suisse sont tous importés de l'étranger, dont une grande partie de Russie. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, il est tout simplement irresponsable et incompréhensible d'exiger sérieusement de nouvelles centrales nucléaires et donc de cimenter encore davantage la dépendance déjà critique de l'étranger en matière d'approvisionnement énergétique.



Dachorganisation der Wirtschaft für  
erneuerbare Energien und Energieeffizienz

### Informations complémentaires

Stefan Batzli, directeur de l'aeesuisse | 079 420 46 66

Simon Dalhäuser, responsable de la communication de l'aeesuisse | 079 772 06 56

*L'aeesuisse est l'organisation faitière de l'économie des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Elle défend les intérêts de 35 associations professionnelles, représentant quelque 35 000 entreprises en Suisse. L'aeesuisse s'engage en leur faveur, en défendant une politique énergétique et climatique progressiste et durable vis-à-vis de l'administration, des instances politiques et de la société.*